



# Panorama



Bulletin d'Information de l'Ambassade des Etats-Unis au Sénégal

18, avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal • Tél. (221) 33 829 21 00 • Fax : (221) 33 822 23 45  
<http://dakar.usembassy.gov> • Numéro 97 • Décembre 2008 et Janvier 2009

## Actualités

Participation des Etats-Unis à la FIDAK 2008 .... 1

Journée mondiale de lutte contre le Sida :  
Message de Son Excellence Marcia S. Bernicat,  
Ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal ..... 2

Les Etats-Unis offrent du matériel à la police  
scientifique sénégalaise ..... 3

Inauguration du centre de nutrition  
infantile de Tattaguine..... 4

## Politique Etrangère

Il milliards de FCFA pour appuyer les activités  
agricoles et commerciales du Sénégal .....5

## Focus

Les premières tâches des nouveaux présidents .....6

Proclamation du président Bush  
sur la Journée des droits de l'homme .....7

L'importance de la déclaration universelle  
des droits de l'homme .....8

## Participation des Etats-Unis à la FIDAK 2008

L'Ambassade des Etats-Unis au Sénégal a participé à la 18ème édition de la Foire Internationale de Dakar (FIDAK) qui s'est tenue du 20 novembre au 1er décembre 2008. Différentes entités de l'Ambassade telles que le Service Consulaire, le Service des Affaires publiques, le Service Commercial, le Service Economique et l'USAID ont eu le plaisir de rencontrer des visiteurs de la Fidak désireux d'en savoir plus sur les services de la mission américaine. D'autres structures également à savoir le Centre pour le Commerce en Afrique de l'Ouest, la Chambre de Commerce américaine à Dakar ont été représentées au niveau du stand des Etats-Unis, de même que les sociétés américaines Procter & Gamble et Pfizer.



L'Ambassadeur des Etats-Unis, Mme Marcia Bernicat accueillie à la Fidak par MM. Seydou Touré, Directeur du Cices et Mamadou Diop Decroix, Ministre du Commerce

## A

A cette occasion, une « **Journée Spéciale Etats-Unis** » a été organisée le mardi 25 novembre. La matinée de cette journée a été consacrée à l'AGOA et dans l'après midi les différents entités et partenaires de la Mission américaine ont fait des présentations sur :

- les moyens pour promouvoir un accroissement des échanges commerciaux dans la région ;
- les moyens pour les entreprises sénégalaises de percer sur de nouveaux marchés d'exportation aux Etats-Unis ;
- la façon de faire des affaires avec les sociétés américaines ;
- les différents programmes de développement de l'USAID ;
- les modalités d'obtention d'un visa non-immigrant ;
- les études aux Etats-Unis ;
- les programmes de Junior Achievement/Sénégal.



Vue du stand des Etats-Unis



M. Diop prononçant son discours lors de la soirée offerte par l'Ambassade des Etats-Unis



Mme Bernicat visitant les différents espaces réservés à Procter & Gamble et Pfizer



## Journée mondiale de lutte contre le Sida : Message de Son Excellence Marcia S. Bernicat, Ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal

**A** l'occasion de la journée mondiale de la lutte contre le Sida célébrée le 1er décembre 2008 et de la Conférence Internationale sur le Sida et les Infections Sexuellement Transmissibles en Afrique qui se tient du 3 au 7 décembre 2008 à Dakar, les Etats-Unis voudraient féliciter le gouvernement sénégalais dans ses efforts de lutte contre le Sida ; et, également, réaffirmer l'engagement des Etats-Unis à s'unir au peuple sénégalais pour lutter contre la pandémie du Sida et ensemble célébrer la vie. En effet, en cette journée mondiale nous fêtons toutes les vies qui ont été sauvées grâce à la détermination du Sénégal à combattre ce fléau.

La lutte contre le VIH/SIDA est un combat noble et nécessaire. Le Président Georges W. Bush a lancé en 2003 le plan d'aide d'urgence à la lutte contre le Sida (PEPFAR). Ce plan prorogé de cinq ans depuis le 30 juillet 2008, permettra de soigner au moins 3 millions de personnes, de prévenir 12 millions de cas d'infection et de prendre en charge 12 millions de personnes. A l'heure actuelle le PEPFAR finance l'administration de médicaments antirétroviraux à près de 1,7 million d'africains.

A travers l'Agence américaine pour le développement international (USAID), et le centre de contrôle des maladies (CDC), le gouvernement américain travaille en étroite collaboration avec le Sénégal pour maintenir bas le taux de prévalence. En effet depuis 1987, plus de 25 millions de dollars sont injectés dans les activités de lutte contre le VIH/SIDA au Sénégal. Aujourd'hui, grâce au PEPFAR les Etats-Unis renforcent leur engagement en fournissant plus de 3 millions de dollars par an pour prévenir l'infection au VIH, fournir des soins et un soutien aux personnes vivant avec le VIH et doté le Sénégal d'un système d'information épidémiologique qui lui donne une avance sur l'épidémie.

Par ailleurs, par le biais du Programme de prévention du VIH/SIDA du département de la Défense (DHAPP), les Etats-Unis ont apporté une contribution de plus de 1,8 million de dollars pour aider à combattre la propagation du VIH/SIDA dans les Forces Armées Sénégalaises. Avec un budget total de 500 mille dollars en 2006, les activités de formation ont contribué au développement du personnel de santé de ces Forces Armées.



Mme Bernicat en compagnie du Président Abdoulaye Wade

Ces efforts conjoints ont été axés sur les volets suivants : ateliers de sensibilisation et de renforcement des infrastructures, fourniture d'informations sur la transmission et la prévention, invitation à participer aux consultations gratuites sur le VIH et au dépistage gratuit pour les militaires et leurs familles et, enfin, soins et traitements appropriés apportés aux personnes testées positives au VIH.

Toutes ces réalisations sont possibles grâce au courage et à l'engagement que manifestent le Gouvernement sénégalais, les Organisations Non Gouvernementales, les partenaires publics et les bonnes volontés qui militent pour la vie, qui sauvent des vies et qui font naître l'espoir d'un avenir affranchi du SIDA.

Ensemble, le peuple sénégalais et le peuple américain ont prouvé qu'il suffit d'un peu d'aide offerte à des gens ordinaires pour accomplir des choses extraordinaires.

Marcia S. Bernicat

A

## Les Etats-Unis offrent du matériel à la police scientifique sénégalaise

L'Ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal, Mme Marcia S. Bernicat et l'Adjoint du Directeur de la Sûreté Nationale, Commissaire Saliou Diallo, ont présidé le jeudi 04 décembre 2008 la cérémonie de remise de matériel pour la police scientifique.

Ce don d'une valeur de plus de 51 millions FCFA entre dans le cadre du programme d'aide à la formation en matière d'enquête criminelle internationale (ICITAP) du département américain de la Justice. Il est constitué de matériel d'analyse des drogues et de matériel informatique.



Mme Bernicat accueillie par les autorités de la Direction de la Sûreté Nationale

Le matériel d'analyse des drogues comprend un chromatographe au gaz, un détecteur à infrarouge par transformée de Fourier, une hotte d'évacuation des fumées, un compresseur à air, un purificateur d'eau et des générateurs à l'hydrogène et au nitrogène. Il permet aux chimistes des laboratoires d'analyser des échantillons de drogues en utilisant des instruments qui sont aux normes internationales en vigueur.

Le matériel informatique est nécessaire pour une bonne utilisation du matériel d'analyse de drogue, il permettra aux chimistes de voir le spectre chimique des échantillons et de faire des comparaisons en utilisant des bibliothèques électroniques.



Vue du matériel



## Coopération militaire Sénégal / Etats-Unis Inauguration du centre de nutrition infantile de Tattaguine

L'Ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal, Mme Marcia S. Bernicat a procédé le mardi 16 décembre à l'inauguration du centre de nutrition infantile de Tattaguine.

Le centre de nutrition permettra d'abaisser le taux de maladies liées à la malnutrition de l'enfant. En effet, il permettra d'assurer une meilleure alimentation des enfants de Tattaguine et des villages environnants.



*Coupure du ruban*



La construction de ce nouveau centre de nutrition dont le coût s'élève à 52.812.640 FCFA a été entièrement financée par le programme d'assistance humanitaire du commandement unifié pour l'Afrique (AFRICOM). Ce centre a également été équipé en fournitures médicales, meubles et groupe électrogène de 10Kva pour une valeur de 5.500.000 FCFA par le département américain de la Défense.

Au cours de son séjour dans la région de Fatick, Mme Bernicat a également inauguré le poste de santé de Nema Bâ à Toubacouta (département de Foundiougne), financé pour AFRICOM pour un montant de 72.677.440 francs CFA.



*Mme Bernicat et M. Moustapha Ndiaye, Gouverneur Adjoint de Fatick*



*Les populations en fête lors de l'inauguration du centre de santé de Nema Bâ*

P

## 11 milliards de F CFA pour appuyer les activités agricoles et commerciales du Sénégal

Au nom du Gouvernement américain, l'Agence américaine pour le développement international (USAID) prévoit de mettre à la disposition du Sénégal une subvention de près de 11 milliards de F CFA (23 millions de dollars) pour appuyer ses activités agricoles et commerciales, dans le cadre de l'initiative du président américain en faveur de la sécurité alimentaire dans le monde.

Le directeur de l'USAID/Sénégal, Kevin J. Mullally et le Ministre des Finances, M. Abdoulaye Diop, ont signé l'Accord de l'objectif stratégique relatif à la mise en place des fonds bilatéraux pour le budget de 2009.

Le fonds soutiendra des activités visant à atténuer l'impact des prix élevés des denrées alimentaires, à augmenter la productivité agricole au Sénégal, et à réduire les obstacles à la circulation et à l'achat de denrées alimentaires au Sénégal et dans les pays voisins. Ces activités devraient bénéficier à 435.000 personnes au cours de la première année de la mise en œuvre de la subvention.

Plus précisément, les dépenses seront réparties comme suit:

- Augmentation de la productivité et de la production agricoles;
- Renforcement du commerce régional des denrées alimentaires de base, et
- Promotion de principes forts axés sur le marché.

« J'éprouve un grand plaisir de pouvoir, au nom du Gouvernement américain, fournir cette assistance supplémentaire qui porte sur une contribution du peuple américain de près de 11 milliards de F CFA pour améliorer la situation de la sécurité alimentaire au Sénégal, » a déclaré M. Mullally. « Nous espérons travailler avec le gouvernement du Sénégal dans le cadre de ces activités et nous nous réjouissons des résultats positifs que la population tirera de cette collaboration. »

L'USAID est l'agence principale du Gouvernement américain chargée du développement économique et de l'assistance humanitaire aux peuples du monde entier.



Poignée de mains entre MM. Mullally et Diop

## Les premières tâches des nouveaux présidents

Aux États-Unis, l'élection présidentielle a lieu tous les quatre ans, le mardi après le premier lundi de novembre (en 2008, cette date est tombée le 4 novembre), et le candidat victorieux entre en fonction « à midi le vingtième jour de janvier », conformément à la Constitution. Ce décalage entre l'élection et l'entrée en fonction est un phénomène purement américain. Si le président est un nouveau-venu à la Maison-Blanche, cette période suscite un vif intérêt dans le monde entier. Il est arrivé qu'elle s'accompagne de confusion, voire qu'elle se révèle, à l'occasion, lourde de conséquences pour les orientations du gouvernement. Cette situation ne se présente pas dans les régimes parlementaires, où la composition du gouvernement change du jour au lendemain.

Le principe de la période de transition remonte aux premiers temps du pays, au XVIII<sup>e</sup> siècle, époque où le mauvais état des routes faisait qu'il était difficile de former rapidement un nouveau gouvernement. De fait, la date de l'entrée en fonction du nouveau président était fixée à l'origine au 4 mars, et ce n'est qu'en 1933 qu'elle a été avancée au 20 janvier.

Leur tâche est infiniment plus compliquée que celle d'un premier ministre dans un régime parlementaire, lequel est épaulé par un cabinet fantôme ou un gouvernement en exil dès son entrée en fonction. Le futur président des États-Unis, lui, part de la case zéro. En outre, ce n'est que depuis 1976, suivant l'exemple donné par Jimmy Carter, que les candidats font les moindres préparatifs avant l'élection. On s'accordait à penser, dans les milieux de la politique, que les électeurs verraient d'un mauvais œil les activités donnant à penser que les candidats tenaient leur victoire pour acquise. Aujourd'hui encore, c'est avec la plus grande réserve que toute planification précoce est accomplie.

La toute première tâche du président nouvellement élu consiste à sélectionner ses collaborateurs à la Maison-Blanche et les membres de son gouvernement. Cette sélection se révèle beaucoup plus ardue que dans un régime parlementaire. Alors que le premier ministre recrute les membres de son gouvernement parmi ses collègues à l'assemblée législative, le futur président américain embrasse un cercle beaucoup plus vaste, puisqu'il choisit ses



MM. Bush et Obama dans le bureau ovale

## F

collaborateurs et ses ministres non seulement parmi les membres du Congrès, mais aussi parmi les gouverneurs des États, les figures de proue des milieux d'affaires et du monde syndical et les universitaires. Le gouvernement se compose de quinze ministères. Chaque ministère a à sa tête un ministre, dont la nomination doit être entérinée par le Sénat, à l'issue d'un vote à majorité simple, avant que celui-ci puisse occuper ses fonctions.

De nos jours, les présidents s'efforcent de former un gouvernement dont les membres « ressemblent au pays ». Exception faite d'une femme qui a fait partie du gouvernement de Dwight Eisenhower, le premier gouvernement de ce dernier ainsi que le gouvernement de John Kennedy et de Richard Nixon se composaient tous d'hommes blancs.

D'autre part, le président nouvellement élu doit prendre d'importantes décisions d'ordre organisationnel qui ne présentent généralement guère d'intérêt pour le public. Chaque président a une cause particulière qui lui tient à cœur et qu'il veut promouvoir. Richard Nixon a doté la Maison-Blanche d'un service du bénévolat, Bill Clinton, d'un service des initiatives en faveur des femmes, et George W. Bush, d'un service des initiatives des associations confessionnelles et de proximité. Aussi peu remarquées soient-elles, certaines de ces décisions peuvent avoir de vastes répercussions.

On peut résumer les tâches auxquelles un nouveau président doit s'atteler par l'expression des « trois P » (personnel, processus, politique générale). Le nouveau président doit examiner les engagements qu'il a pris en matière de politique générale pendant sa campagne électorale.



Pendant la période de transition, il arrive un moment où le président nouvellement élu se rend à la Maison-Blanche pour s'entretenir avec le président en exercice. S'ils n'appartiennent pas au même parti, la situation peut se révéler délicate. Souvent, le président sortant veut que son successeur s'engage à prendre telle ou telle mesure ou à adopter telle ou telle politique.

Les décisions que le président nouvellement élu doit prendre pendant la période de transition ne sont pas toutes aussi lourdes de conséquences. Certaines l'amènent peut-être à se remémorer les raisons qui l'ont poussé à briguer la présidence.

À midi le 20 janvier, lorsque le nouveau président prêtera le serment d'entrée en fonction sur la terrasse ouest du Capitole, face au « Mall » national, sous les yeux de milliers d'invités et de millions de téléspectateurs à travers le monde, il placera la main sur la Bible, ouverte, s'il le désire, au verset de son choix.

## La proclamation du président Bush sur la Journée des droits de l'homme

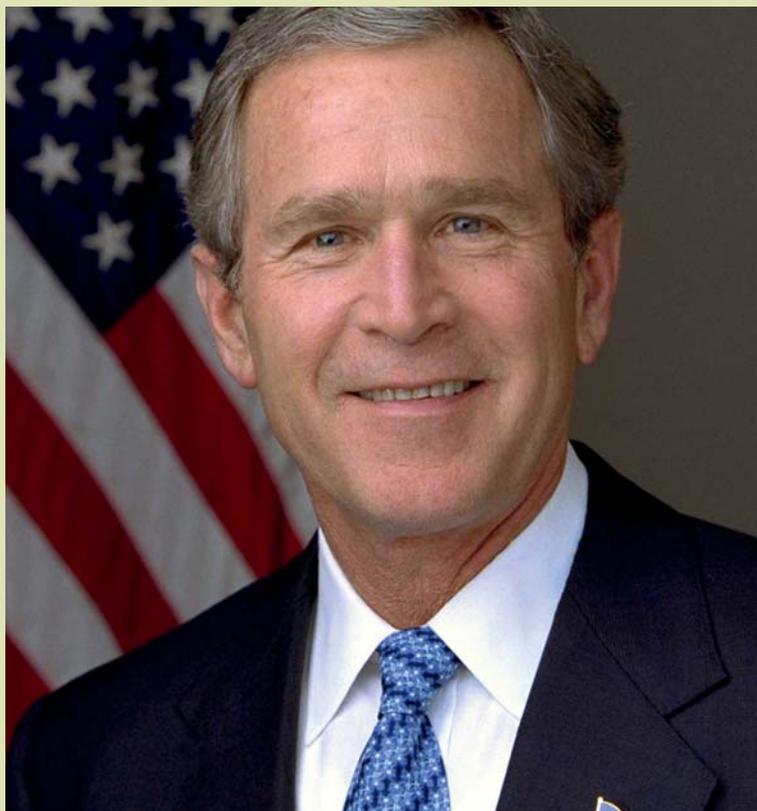
Dans la proclamation que la Maison-Blanche a diffusée le 9 décembre à propos de la Journée et de la Semaine des droits de l'homme, le président Bush souligne que « dans des pays comme la Biélorussie, la Birmanie, la Corée du Nord, Cuba, l'Iran, le Soudan, la Syrie et le Zimbabwe, les appels fervents à la liberté sont étouffés par la tyrannie et l'oppression » et que « tant qu'il y aura des personnes qui luttent en faveur de la liberté, les États-Unis se tiendront à leurs côtés et parleront au nom de ceux qui n'ont pas d'autre voix ».

### On trouvera ci-après le texte de cette proclamation.

« Les États-Unis ont été fondés sur le principe selon lequel le gouvernement doit respecter les droits du peuple de s'exprimer librement, de prier comme il le désire et d'œuvrer pour réaliser ses rêves en toute liberté. Alors que nous nous souvenons de l'importance durable de la Déclaration des

droits de notre Constitution, nos pensées se tournent vers ceux qui cherchent encore à obtenir ces précieuses libertés. Au cours de la Journée des droits de l'homme, de la Journée de la Déclaration des droits et de la Semaine des droits de l'homme, les Américains célèbrent les droits que le Créateur a accordés à tous et réaffirment leur profond engagement à aider tous ceux dont les aspirations à la liberté et à la justice sont encore rejetées et niées.

Dans une société libre, toute personne est traitée avec dignité et peut avancer aussi loin que ses talents et ses efforts peuvent l'amener. Toutefois, dans des pays comme la Biélorussie, la Birmanie, la Corée du Nord, Cuba, l'Iran, le Soudan, la Syrie et le Zimbabwe, les appels fervents à la liberté sont étouffés par la tyrannie et l'oppression. Tant qu'il y aura des personnes qui luttent en faveur de la liberté, les États-Unis se tiendront à leurs côtés et parleront au nom de ceux qui n'ont pas d'autre voix.



La liberté est le droit naturel et éternel de toute l'humanité, et en ces Journée des droits de l'homme et de la Déclaration des droits et en cette Semaine des droits de l'homme, nous renouvelons notre engagement à être les premiers à défendre la cause des droits fondamentaux et à prier pour le jour où la lumière de la liberté brillera sur toute l'humanité.

C'est pourquoi je soussigné George Bush, président des États-Unis d'Amérique, en vertu du pouvoir que me confèrent la Constitution et le droit des États-Unis, désigne le 10 décembre 2008 Journée des droits de l'homme, le 15 décembre 2008 Journée de la Déclaration des droits et la semaine commençant le 10 décembre 2008 Semaine des droits de l'homme.

Je demande au peuple des États-Unis de marquer ces occasions avec des cérémonies et des activités appropriées.

En foi de quoi j'appose ma signature en ce neuvième jour de décembre de l'an de grâce 2008, 233<sup>ème</sup> année de l'indépendance des États-Unis d'Amérique. »

## F

## L'importance de la Déclaration universelle des droits de l'homme

La date du 10 décembre 2008 marque un anniversaire important : il y a soixante ans, l'Assemblée générale des Nations unies ratifiait la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH). Elle ouvrait ainsi une ère nouvelle de l'histoire du monde.

La Déclaration universelle est l'un des documents les plus importants du XXe siècle. Traduite dans 337 langues, elle joue un rôle de guide des actions des États, des individus et des entités non gouvernementales. Tous les pays du monde l'ont ratifiée. Ce privilège n'est partagé par pratiquement aucun autre instrument international. La Déclaration universelle a acquis ainsi une autorité morale et politique à laquelle peu d'autres documents peuvent prétendre.

Elle est à la fois un guide d'action pour le présent et un réservoir d'idées que chaque État pourra mettre en œuvre à l'avenir. De plus en plus fréquemment, les États intègrent les principes de la DUDH à leurs actions. Elle forme la base de la Charte internationale des droits de l'homme et de nombreux autres accords fondamentaux en matière de droits de l'homme. Enfin, la Déclaration universelle constitue une

fondation particulièrement solide à partir de laquelle peuvent être développés et approfondis les concepts des droits de l'homme. Combien d'autres traités peuvent-ils se prévaloir d'un tel honneur ?

La Déclaration universelle est née en réponse aux horreurs de la Deuxième Guerre mondiale et à la destruction des peuples, des pays et des infrastructures engendrée par ce conflit. Presque tous les pays européens en ont souffert. Cette guerre a également dévasté la plus grande partie de l'Asie. Des travaux gigantesques de reconstruction ont été nécessaires pour permettre aux populations de retrouver une vie normale. La fin de la guerre a été suivie d'une période marquée par des réactions nationalistes en réponse à l'occupation étrangère, et par la montée en puissance du mouvement pour l'indépendance des peuples colonisés. Il était donc clair que l'après-guerre ne serait pas nécessairement sans conflit. Il était impératif de prendre un nouveau départ. La Déclaration universelle des droits de l'homme est le produit de cette exigence de nouvelles règles du jeu au niveau mondial.



Mme Eleanor Roosevelt montrant la déclaration universelle des droits de l'homme traduite en espagnol

Tous les pays du monde ont été touchés, directement ou indirectement, par la Deuxième Guerre mondiale. Soixante-dix millions de personnes ont péri. Les préparatifs de la création de l'organisation appelée à succéder à la Société des Nations ont donc commencé pendant la guerre. Au printemps 1945, cinquante États et des centaines d'organisations non gouvernementales se sont réunis à San Francisco afin de permettre aux États de rédiger la « constitution » de la nouvelle organisation des Nations unies. La Charte ainsi créée intégrait à la fois des idées officielles et non officielles.

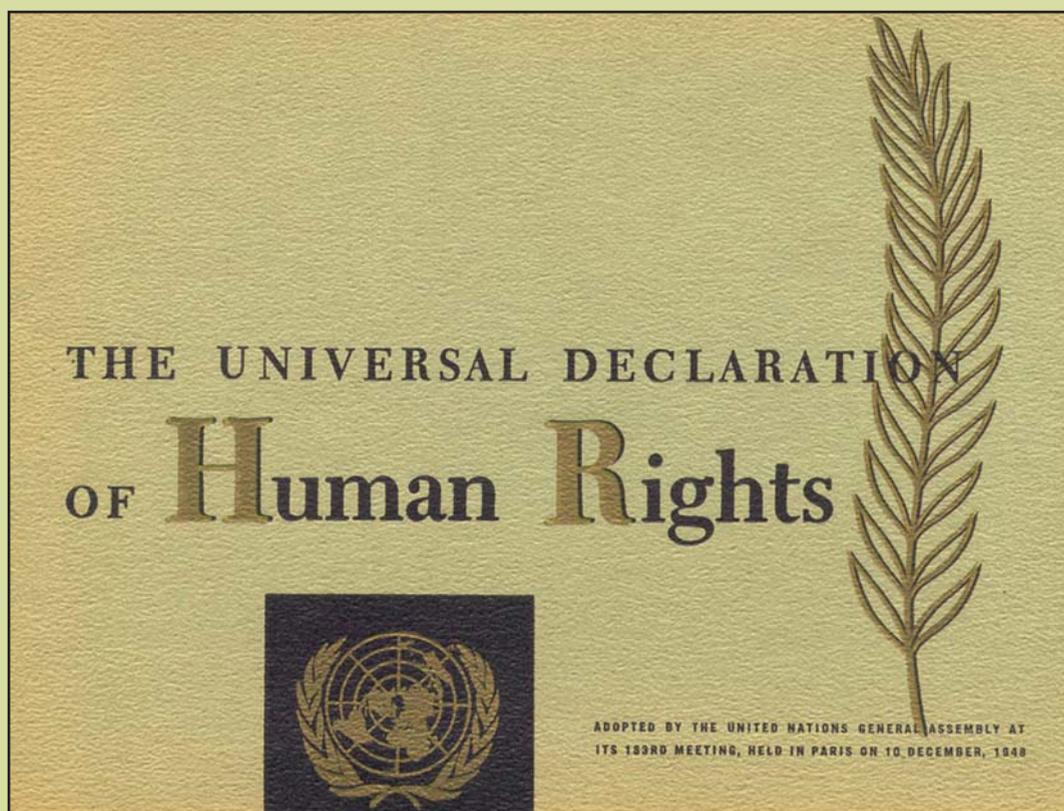
Le préambule de la Charte des Nations unies contient ces mots désormais bien connus : Nous, peuples des Nations unies, résolus [...] à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations grandes et petites [...]

Il aura fallu beaucoup de temps et d'énergie pour élaborer la structure des Nations unies. De nombreux lecteurs connaissent et comprennent les rôles et les pouvoirs respectifs de l'Assemblée générale, où les 192 membres de l'ONU sont représentés, et du Conseil de sécurité, composé de dix membres élus et de cinq membres permanents. Les organes des Nations unies consacrés exclusivement aux droits de l'homme sont toutefois moins bien connus.

La Charte des Nations unies prévoyait la création d'une commission des droits de

l'homme. Elle sera présidée par Eleanor Roosevelt, veuve du président américain Franklin Delano Roosevelt. Avec l'aide de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), la nouvelle Commission des droits de l'homme étudiera les droits de l'homme sous l'angle de différentes cultures, nations et philosophies. Ces différentes perspectives permirent à la Commission d'approfondir sa réflexion et d'améliorer son travail.

En septembre 1948, la Commission remit son projet de texte à l'Assemblée générale de l'ONU. De longs débats permirent d'en clarifier les articles et de développer un consensus élargi. La discussion et l'approbation du texte définitif prendront finalement deux années complètes, marquées par 81 réunions, 168 amendements et près de 1 400 scrutins. Le projet se concrétisera le 10 décembre 1948, par un vote de l'Assemblée générale adoptant la Déclaration universelle sans aucune voix contre, huit pays ayant toutefois décidé de s'abstenir. C'était la conclusion remarquable d'un processus extraordinaire.





Destinataire :

## Quoi de neuf ?

L'Ambassade des Etats-Unis à Dakar a le plaisir de vous inviter à visiter sa nouvelle page web sur les études aux Etats-Unis logée à l'adresse suivante : <http://french.dakar.usembassy.gov/wwwheduusafr.html> . Vous y trouverez toutes les informations relatives au service d'orientation du bureau des Affaires Publiques de l'Ambassade et également tous les conseils pratiques pour les étudiants qui désirent poursuivre leurs études aux Etats-Unis.

## Panorama

Directeur de la publication : Katherine DIOP

Rédacteur en chef : Oumar WATT

Composition : Angélita MENDY

Conception - Réalisation : POLYAROME

18, avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal

Tél. (221) 33 829 21 00 • Fax: (221) 33 822 23 45

<http://dakar.usembassy.gov>

